

Un ex-ministre utilisé comme fusible dans le meurtre des experts de l'Onu ?

Congo-Kinshasa Une campagne est-elle en cours pour détourner l'attention de la répression au Kasai ?

Les choses se sont subitement accélérées, ce week-end, au sujet de l'enquête sur la mort de deux experts de l'Onu, disparus le 12 mars et dont les corps ont été retrouvés deux semaines plus tard dans une fosse commune au Kasai. Ils enquêtaient sur les exactions commises dans cette région – largement pro-Tshisekedi – à feu et à sang depuis un soulèvement local en 2016. Cette révolte était due au refus des autorités congolaises de reconnaître le nouveau Kamwina Nsapu, nom dynastique du chef de l'importante tribu des Bajila-Kasanga, afin de lui préférer un homme dévoué à leurs intérêts. Depuis lors, les violences ont débordé sur plusieurs autres provinces.

Le député Clément Kanku mis en cause

Vendredi dernier, l'auditeur militaire de Kananga a assuré qu'"aucun militaire ni policier n'est impliqué dans [les] meurtres" des deux experts onusiens. Samedi, l'auditorat général de l'armée a affirmé savoir où se trouvait la tête de Zaida Catalan – l'experte onusienne qui avait été décapitée après sa mort – et la personne qui la détient. Et dimanche, le "New York Times" affirmait que la défunte possédait sur son ordinateur "130" fichiers au nom de Clément Kanku, député de la région d'où est parti le conflit kasaïen.

Le journal américain rendait compte d'un enregistrement de ce dernier avec un présumé militaire "Kamwina Nsapu", qui lui explique en tshiluba les exactions commises à Tshimbulu; et M.Kanku d'approuver. Cette suite d'événements suscite toutefois des doutes au Congo et à Bruxelles, en particulier chez les Bajila-Kasanga.

"Clément Kanku", indique à "La Libre Belgique" Omer Ntumba, "est un cousin du Kamwina Nsapu tué". "Je ne crois pas qu'il soit coupable; on veut le sacrifier". Et de rappeler que Kamwina Nsapu avait été tué le 12 août dernier, après que le ministre de l'Intérieur de l'époque, Evariste Boshab, eut refusé d'accepter qu'il soit accompagné d'une escorte de casques bleus pour se rendre à sa convocation. Lorsque M. Boshab dirigeait l'Intérieur, on a remplacé systématiquement les chefs coutumiers par

des hommes-liges du régime, alors que la loi congolaise interdit de les politiser.

Enregistrement antérieur à la mort du chef

Une autre source kasaïenne de "La Libre Belgique" relève que M. Kanku – qui a promis de s'expliquer mardi – "avait déjà été interrogé par les autorités au sujet de l'enregistrement évoqué par le 'New York Times'. C'était en août dernier, lors d'une réunion du Conseil de sécurité (du Congo) qui avait lieu à Kananga, lors des négociations avec Kamwina Nsapu. Je le sais : j'y étais. Et Kanku a été interrogé à ce sujet avant la mort de Kamwina Nsapu." Le député interrogé "a dit qu'il savait être sur écoute de la part des services de renseignement et qu'il se méfiait de son interlocuteur. En tshiluba, d'ailleurs, il ne donne pas son accord; il dit "pinta" – ce qu'on dit pour exprimer qu'on entend les déclarations de son interlocuteur, pas qu'on l'approuve."

Les autorités, à l'époque, avaient dû trouver satisfaisantes les explications de M. Kanku puisque ce dernier était devenu, en décembre, ministre de la Coopération du gouvernement Badibanga. Il avait, cependant, pris ensuite position en faveur de la nomination de Félix Tshisekedi comme Premier ministre alors que la majorité présidentielle s'y oppose. M. Kanku n'a pas été repris dans le gouvernement de Bruno Tshibala qui vient d'être investi.

Lobbying aux Etats-Unis

De là à penser qu'il est un "fusible", pour désamorcer la réprobation internationale face à la répression gouvernementale au Kasai, il n'y a qu'un pas. Que certains franchissent d'autant plus facilement que Kinshasa vient de conclure un contrat de 5,6 millions de dollars avec la société israélienne Mer Security, qui sous-traite auprès de la firme de lobbying du Républicain Bob Dole, Alston and Bird, pour conseiller Kinshasa sur "des communications stratégiques, des thèmes politiques". Fournir à un grand journal américain un enregistrement apparemment compromettant pour Clément Kanku, afin de détourner l'attention de l'armée congolaise, gravement compromise au Kasai, en fait-il partie ?

Marie-France Cros